



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

conventions avec les praticiens

Question écrite n° 54109

Texte de la question

M. Bruno Le Roux appelle l'attention de Mme la ministre de la santé et des sports sur les inquiétudes des médecins-radiologues quant à l'avenir de leur profession. En effet, les praticiens se sont engagés dans un plan d'économies depuis 2007, conformément aux objectifs indiqués par les lois successives de financement de la sécurité sociale. Le Gouvernement semble ne pas avoir pris la mesure des conséquences désastreuses pour la profession d'une baisse des tarifs de près 50 % sur l'ensemble des actes associés en radiologie conventionnelle. Cette disposition est en totale contradiction avec les objectifs affichés par la loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires, dans la mesure où elle compromet la pérennité des cabinets de "proximité" notamment dans les territoires déjà fragilisés par l'absence de structures médicales suffisantes. En conséquence, il souhaite connaître les intentions du Gouvernement sur leur avenir puisque, demain, un cabinet de radiologie de proximité sur deux fermera ses portes entraînant une dégradation inéluctable de la qualité des soins ainsi que la disparition de nombreux emplois. Et il souhaiterait également demander la reprise du dialogue entre les différents acteurs de la santé publique (caisse nationale d'assurance maladie, représentants de médecins radiologues) afin d'éviter un désastre en matière de santé publique et de prévention, notamment sur le cancer.

Texte de la réponse

Dans un rapport remis au Gouvernement en juillet 2008, la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a constaté qu'au regard du progrès technique, les tarifs des actes des biologistes et des radiologues paraissent plus élevés que ceux des autres professionnels de santé. Il était donc légitime d'adapter les tarifs de ces deux spécialités qui enregistrent une croissance très rapide de leurs volumes de ventes et bénéficient de marges nettes élevées du fait des gains de productivité. Dans ce cadre, la décision de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (UNCAM), publiée au Journal officiel du 11 mars 2009, prévoit que le deuxième acte de radiologie conventionnelle et les éventuels suivants sont tarifés à la moitié de leur valeur. Mettant fin à une disposition dérogatoire, cette décision, qui a été soumise au préalable au vote de la commission de hiérarchisation le 11 février 2009, met en équité les radiologues avec les autres professionnels de santé, pour lesquels la règle selon laquelle le deuxième acte est coté à la moitié de sa valeur existe depuis longtemps. S'agissant de l'association de la mammographie avec l'échographie, une récente décision de l'UNCAM, publiée au Journal officiel du 20 août 2009, précise que la règle mentionnée ci-dessus ne concerne que la seule association de la mammographie avec l'échographie du sein. De même, une décision de l'UNCAM réduisant certains tarifs des biologistes est parue au Journal officiel du 8 janvier 2009. Ces décisions permettent de réaliser des économies de l'ordre de 190 MEUR en 2009. D'autres professionnels de santé apportent leur contribution à l'objectif global de maîtrise des dépenses d'assurance maladie : l'annexe 9 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 prévoit par exemple la mise en place de référentiels sur les actes en série, ainsi que des économies sur les médicaments, les dispositifs médicaux et dans les établissements de santé. Toutes ces mesures sont justifiées par la nécessité de faire respecter l'objectif national des dépenses d'assurance maladie voté par le Parlement. En ce qui concerne les radiologues, le ministère chargé de la santé

veillera à ce que les mesures d'économies n'aient pas pour effet de fragiliser l'effort d'équipement en IRM et scanners de notre pays. La décision de l'UNCAM mentionnée ci-dessus ne concerne donc pas ces équipements. Par ailleurs, les problèmes de répartition déséquilibrée des professionnels de santé sont une préoccupation majeure pour le Gouvernement, comme en témoignent les dispositions importantes de la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, en particulier le contrat d'engagement de service public et le contrat santé-solidarité.

Données clés

Auteur : [M. Bruno Le Roux](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 54109

Rubrique : Assurance maladie maternité : généralités

Ministère interrogé : Santé et sports

Ministère attributaire : Santé et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 juillet 2009, page 6879

Réponse publiée le : 24 novembre 2009, page 11209